

CHAPITRE VIII

Pacification du pays. — Le général Uruga. — Don Juan Alvarez. — Les *Resguardos*. — La légion étrangère. — Lettres de l'Empereur et du maréchal Randon (31 mars 1864). — La Banque du Mexique. — L'Institut. — Appréhensions du ministre de la Guerre (29 février, 15 avril, 1^{er} mai 1864). — Craintes au sujet des États-Unis. — Succès militaires.

En dépit des difficultés et des oppositions, l'œuvre de pacification du pays continuait à s'accomplir. Tandis que les colonnes expéditionnaires donnaient la chasse aux derniers rassemblements armés, la masse de la population, par nécessité autant que par goût, plus éprise de repos que de politique, s'appêtait à recevoir le nouveau gouvernement. On en avait assez de cet état de guerre continuel, et celui, quel qu'il fût, qui viendrait y mettre un terme, était certain d'être bien accueilli.

Déjà la perspective de ces temps plus calmes produisait ses effets : le commerce reprenait, la confiance renaissait, et des adhésions plus significatives que les premières montraient les tendances plus favorables d'un grand nombre de Mexicains. Parmi celles-ci, il

faut citer celles de Nunez, ex-ministre des finances de Juarez, de Diaz Miron, ancien gouverneur de l'État de Vera-Cruz ; enfin la famille de Doblado était rentrée à Guanajuato,

Bien plus, dans le courant du mois de mars, un des principaux chefs juaristes, le général Jose Lopez Uruga, envoya au général Bazaine un intermédiaire chargé des premières ouvertures. Le commandant en chef saisit avidement ce prétexte d'entrer en relations avec ce personnage important, et il adressa cette réponse à Uruga :

... Vous semblez aujourd'hui, lui disait-il, ou désespéré de la cause que vous soutenez, ou fatigué des luttes déplorables qui désolent votre patrie. Votre patriotisme vous conseille la résignation aux événements accomplis, et vous invite à ne plus participer à une lutte fratricide.

Quel que soit le parti que vous preniez, Général, quel que soit le désir que vous manifestiez, vous trouverez toujours en moi un adversaire loyal ou un appui sûr. Votre haute raison vous fera comprendre sans peine que, de vous à moi, il ne peut exister que des relations parfaitement définies : *nous devons être ensemble ou l'un contre l'autre.*

Si vous désirez rentrer dans la vie privée, ce que je regretterais pour vous et votre pays, je vous sauvegarderai les droits acquis par de longs et honorables services, et vous pourrez vous retirer dans les îles des Trois-Maries, comme vous semblez le désirer, ou partout ailleurs si cela vous convient mieux.

Si, au contraire, et laissez-moi vous en donner le conseil, vous prenez le parti de servir encore votre pays, je saurai vous faire conserver la position qui vous est due

et dans laquelle vous êtes appelé à rendre longtemps encore d'éminents services.

Formulez donc franchement votre pensée, Général ; entre frères d'armes on se comprend toujours lorsqu'on met la franchise au service d'un noble caractère et d'une grande valeur personnelle.

Cette manière de flatter son ennemi en l'élevant jusqu'à lui, et en mettant sur un pied d'égalité le général mexicain et le commandant en chef du corps expéditionnaire, toucha vivement celui qui en était l'objet. Le résultat fut qu'à l'arrivée de Maximilien, le général Uruga, avec toute sa troupe, se rallia à l'empire et accepta le poste de conseiller d'État.

Pendant ce temps, l'organisation du pays se poursuivait activement sous l'influence de général Bazaine. Il était alors préoccupé d'assurer la tranquillité des villes et des campagnes au moyen d'une création analogue à notre gendarmerie. Il y avait un intérêt d'autant plus grand à cela que dans certaines provinces, notamment dans l'État de Guadalajara, les préfets politiques cherchaient à établir, sous prétexte d'ordre public, de véritables petites armées.

Le commandant en chef adressa au général Almonte (23 mars 1864) un règlement pour l'organisation de ces gardes, qui devaient porter le nom de *Resguardos*. Les précautions étaient prises pour que ces troupes ne pussent devenir un danger : on ne leur donnait ni arsenaux, ni états-majors.

A côté de ces forces purement municipales, il s'agissait de créer une armée nationale. Le futur empire ne pouvait s'en passer, et l'occupation française ne devait point être éternelle, puisque la création du

nouveau gouvernement avait surtout pour but de nous permettre une retraite honorable.

Où prendrait-on les chefs et les soldats de cette armée ? Parmi les Mexicains et les Indiens, c'était recommencer le passé, et rien ne pouvait faire prévoir que les vieilles habitudes de pronunciamientos et de rébellions ne se renouvelleraient pas avec ces mêmes éléments de désordre et d'indiscipline. Le gouvernement français s'était d'abord arrêté à la pensée de constituer la base et le noyau de cette armée à l'aide d'une forte légion étrangère, et il avait chargé le général Bazaine d'étudier les moyens propres à la créer et à l'organiser.

A la fin de février, le commandant en chef transmit son projet à l'Empereur. Il était sage et pratique.

Cependant, malgré la hâte qu'il avait d'abord montrée, le gouvernement français ne pressa point la mise à exécution. Voici, à ce sujet, ce qu'écrivait au général Bazaine le ministre de la guerre (31 mars) :

Il n'y a pas opportunité à accélérer cette organisation, dont le développement successif sera en rapport avec le rapatriement de nos troupes. Je me borne à vous dire que l'ensemble de votre projet répond aux intentions de l'Empereur et que vous recevrez, quand il sera temps, les décrets qui s'y rapporteront.

N'était-ce point là l'effet de nouvelles venues de Miramar au sujet d'incidents dont le récit se trouvera quelques pages plus loin ?

L'empereur dut, momentanément, modifier son idée première ; il envoya au général Bazaine l'autorisation de composer la légion avec des Indiens,

mais il défendit d'y recevoir aucun soldat français.

A ce moment, le bruit d'un refus de Maximilien avait couru. Ce bruit était faux. Une lettre du ministre de la Guerre, portant en marge les mots : *Très confidentielle*, en informait le commandant en chef :

Les journaux et les lettres particulières auront pu répandre la nouvelle que l'archiduc Maximilien, à la suite de quelques discussions de famille, aurait abandonné l'intention de se rendre au Mexique : *n'en croyez rien*. Son départ de Miramar pourra être différé de quelques jours, mais sa résolution n'a pas changé.

L'œuvre de la régénération du Mexique est trop grande, le succès de nos armes et les efforts de toute espèce que la France a faits ont trop bien préparé cette œuvre pour que le prince ne tienne pas à honneur de l'entreprendre et de répondre ainsi au vœu de ces populations si longtemps bouleversées par les révolutions.

Le premier courrier vous apportera la confirmation de tout ce que je vous dis aujourd'hui; et il importe que vous ne négligiez rien pour détruire le mauvais effet qu'un doute sur les résolutions de l'archiduc ne manquerait pas de produire parmi les hommes encore hostiles.

Recevez, mon cher Général, etc.

Maréchal RANDON.

Nous trouvons dans la correspondance secrète de l'Empereur un écho de ces incidents :

Mon cher Général,

Je ne vous écris que pour vous féliciter de l'heureuse et brillante campagne que vous avez faite; j'espère qu'elle portera ses fruits.

J'approuve grandement votre conduite militaire et po-

litique; et si, comme il en a l'intention, l'archiduc suit vos conseils, je ne doute pas de son succès.

L'archiduc a été retenu à Vienne par quelques difficultés; mais je pense qu'il s'embarquera vers le 10 avril. Il compte passer par Rome, et peut-être par Madrid; de sorte qu'il ne pourra guère arriver avant le mois de juin; je le regrette beaucoup à cause de la fièvre jaune.

Je me préoccupe un peu de la partie méridionale du Mexique, qu'il sera plus difficile de pacifier; je voudrais que vous n'y employassiez, si cela est possible, que des troupes indigènes.

Le ministre vous a dit quels étaient nos projets pour le rapatriement des troupes; mais comme l'essentiel est de ne pas compromettre notre œuvre, il ne faudrait pas hésiter, si vous le croyez indispensable, de garder plus de troupes avec vous.

Dites aux officiers et soldats combien j'apprécie leurs services. J'espère pouvoir bientôt nommer Castagny général de division.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le 31 mars 1864.

Un des bons symptômes était la confiance que paraissaient avoir déjà les Européens dans l'avenir du Mexique sous le sceptre de Maximilien.

Dès le mois de janvier 1864, une compagnie franco-anglaise, sous l'impulsion de MM. E. Gudin, Shepard et Charles Bright, s'était formée pour obtenir l'autorisation de construire à ses frais une grande ligne de chemin de fer, allant directement de Mexico au port de Tampico. Napoléon III, à qui elle s'adressa, s'empessa de soumettre au général en

chef le projet de concession. Le général l'approuva et émit le vœu que les travaux fussent immédiatement commencés : cette seconde voie de communication entre Mexico et l'Atlantique était en effet d'un intérêt capital aussi bien pour le développement du commerce entre le Mexique et l'Europe que pour la rapidité et la facilité des mouvements de nos troupes. Mais la concession définitive resta, ainsi qu'il était juste, soumise à la décision du futur empereur. Des conseils, peut-être désintéressés mais malheureux à coup sûr, devaient la faire refuser.

Un groupe de banquiers de Paris, MM. Hottin-guer, Finlay Hodgson, Pillet-Will, Mallet frères, Seillière, Marcuard-André, Armand et Michel Heine, avaient, dès la fin de l'année 1863, demandé au gouvernement provisoire le privilège nécessaire pour établir, sous la dénomination de Banque du Mexique, un grand établissement d'escompte, de circulation et de dépôt, placé sous la surveillance et la protection immédiates du gouvernement. M. Michel Heine vint même à Mexico étudier la situation de la place, les besoins financiers du pays, et discuter les statuts de cette banque d'État.

Après trois mois de négociations, la *Gazette officielle* publia, le 30 janvier 1864, le décret de concession. Toutefois, en celle-ci comme en toutes autres concessions analogues, un dernier article stipulait que le privilège accordé ne produirait son effet qu'après avoir été ratifié par l'empereur du Mexique.

La même sanction n'était heureusement pas nécessaire pour une mesure d'ordre public devenue chaque jour plus urgente : la prohibition des jeux de

hasard, tels que le *monte* et la roulette, qui faisaient tant de victimes aussi bien dans la population mexicaine que parmi nos soldats. Le général Bazaine prit à ce sujet des mesures sévères, qu'on ne saurait trop approuver.

Napoléon est toujours le modèle des conquérants : sa promptitude à organiser dépassa sa rapidité à vaincre, et l'imagination populaire est restée frappée des institutions qu'il s'efforça de donner à l'Égypte, pendant le temps que nos armes, sous sa direction, soumièrent à notre influence ce pays à la fois riche et désolé, et où les hommes, par leur inaptitude et leur insouciance, ont si longtemps semblé se complaire à rendre stériles les trésors de leur sol.

Mais Napoléon ne se contenta pas de donner à l'Égypte une administration capable d'améliorer sa situation matérielle ; il voulut aussi que la science profitât de sa conquête, et il créa un Institut, composé des hommes éminents qui l'avaient suivi.

Le général Bazaine songea à reprendre au Mexique cette heureuse idée, et, avec l'aide de deux hommes également remarquables, M. Doutrelaine, colonel du génie dans le corps expéditionnaire, et M. Jose Salazar Harregui, sous-secrétaire d'État des travaux publics dans le gouvernement mexicain, il mena à bien l'exécution de son projet.

Nous nous faisons un devoir de citer ici la plupart des Français qui furent jugés dignes d'être nommés membres de cet Institut : presque tous ont montré depuis combien les choix avaient été heureux.

C'étaient, en dehors du colonel Doutrelaine, président général de la commission et de quelques no-

tabilités mexicaines, les colonels Boyer et de la Jaille, M. l'intendant Friant, M. Louet, payeur en chef, M. Laur, ingénieur des mines, M. de Morineau, chancelier de la légation de France, les docteurs Erhmann, Claudel, Coindet, Hounau, médecins de l'armée, le commandant Vasse, les capitaines Berge, de Miribel, de Lahitolle, Mercier, Brunet, de l'arme de l'artillerie, les capitaines Rousselle, Warnet et Vosseur, de l'état-major, etc.

Une séance solennelle, à laquelle assista le général en chef, accompagné du général Almonte, auquel il céda la présidence d'honneur, inaugura avec éclat les travaux de la Commission.

Tandis que le Mexique, guidé par une main ferme et soumis à une direction habile, se préparait ainsi à accueillir son nouveau souverain, les politiques se demandaient quelle serait la situation des deux chefs en présence : de l'empereur, qui aurait l'autorité nominale et le prestige de la couronne, et du commandant en chef du corps expéditionnaire, qui détiendrait entre ses mains la réalité du pouvoir et la force ?

Cette perspective n'était point sans causer de vives appréhensions au ministre de la Guerre, car enfin il ne s'agissait pas seulement de la personne du général Bazaine, mais bien de la dignité de la France, dont le général n'était que le représentant.

Une question qui me préoccupe par anticipation, écrivait dès le 29 février le maréchal Randon au général Bazaine, est celle de savoir s'il conviendra que vous ayez le commandement direct et supérieur de l'armée

mexicaine, ou s'il faudrait seulement établir ce principe que partout, en station comme en mouvement, lorsque les deux armées occuperont des garnisons communes ou feront partie d'une même expédition dans l'intérieur du Mexique, le commandement devra être attribué au chef du corps français. A mon sens, il y aurait tout avantage à ce que le commandement direct sur l'armée mexicaine vous appartint, et cela dans l'intérêt même de l'organisation de cette armée, car cela vous permettrait de vous occuper incessamment de tout ce qui a trait à son instruction et à sa discipline.

Le 13 avril, il insistait sur le même sujet :

Il est bien entendu que vous conservez le commandement des troupes et que vous recevrez toujours de France toutes les instructions relatives à ce qui concerne l'armée française. Cependant il est telle circonstance où vous ne pourrez guère vous dispenser de déférer aux désirs exprimés par l'empereur Maximilien. Il est impossible de tracer exactement les limites dans lesquelles doivent se mouvoir les deux autorités : c'est là une affaire de tact, une question de convenance que je laisse entièrement à votre appréciation et que vous saurez, je n'en doute pas, résoudre à la satisfaction de chacun. Je suis bien certain que vous ne laisserez jamais amoindrir entre vos mains l'autorité du commandement et la dignité du drapeau français, en même temps que vous ferez une juste part aux exigences de la situation

Et dans le courrier suivant, le 1^{er} mai, comme s'il sentait plus vivement combien la situation de notre chef militaire, forcément mal définie, serait délicate et grosse de dangers pour l'entente des deux pouvoirs

en présence, il revenait une troisième fois sur ce même sujet :

Je me préoccupe de la position dans laquelle vous allez vous trouver, au moment où le nouveau souverain du Mexique va prendre les rênes de son gouvernement. Je fais des vœux bien sincères pour qu'il prenne les faits accomplis en sérieuse considération; qu'il ferme les oreilles à tous les conseils intéressés qui ne manqueront pas de se produire autour de lui; qu'il ne permette pas aux intérêts personnels, si actifs au Mexique, de venir éteindre, entraver la marche de son gouvernement. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet, ne voulant pas charger l'avenir de préoccupations que la sagesse de l'empereur Maximilien saura prévenir.

L'Empereur compte d'une manière absolue sur votre tact et votre dévouement aux intérêts de la cause que nous sommes allés défendre au Mexique, pour que vous conduisiez votre barque avec habileté, sachant, en pilote expérimenté, comment il faut la diriger, *quand on navigue au milieu des récifs.*

... Je terminerai en vous disant que l'Empereur du Mexique est à votre égard dans les meilleures dispositions, qu'il rend une pleine et éclatante justice aux services que vous avez rendus et que vous rendez chaque jour; et que cette bonne opinion, qui n'est autre que celle de notre Empereur, doit être pour vous une récompense du passé et un puissant encouragement pour l'avenir.

C'était là assurément un point noir, et l'avenir ne devait que trop donner raison aux pressentiments du maréchal Randon.

Ce n'était point le seul : une autre cause d'inquié-

tude subsistait, et plus grave encore, s'il était possible. Quelle attitude prendrait le cabinet de Washington à l'égard de l'empereur Maximilien ?

La politique des États-Unis a un but tellement précis et est si clairement tracée par la force même des choses que, malgré les modifications de personnes, elle se poursuit avec une inflexible logique. Les présidents, les ministres peuvent changer, la direction ne change pas. Les paroles prononcées en 1859 par le président Buchanan au Congrès étaient restées gravées dans toutes les mémoires : « Le Mexique est un » navire s'en allant à la dérive sur l'Océan et gouverné seulement par les passions des partis contraires qui s'y disputent le pouvoir ; — bon voisin, le » gouvernement des États-Unis ne doit-il pas lui tendre une main secourable pour le piloter ? Si nous ne » le faisons pas, il est à croire que d'autres le feront, » et qu'en dernière analyse force nous sera d'intervenir à notre tour dans des conditions moins avantageuses. »

Le cabinet des Tuileries ne perdait pas de vue ce danger. Il avait chargé le représentant de la France à Washington, M. de Geofroy, de sonder les intentions et de suivre les projets de M. Seward. Voici ce que, au mois d'avril, écrivait à Paris notre ministre :

Le gouvernement des États-Unis, pour le moment, ne veut pas demander d'*exequatur* pour ses consuls au Mexique, et n'en veut pas recevoir. Si le gouvernement mexicain met ses agents en demeure d'en accepter ou de se retirer, il leur prescrit de se retirer, sans pour cela s'en offenser; en un mot, il veut s'abstenir absolument et attendre.

Maintenant, si le gouvernement de l'empereur Maximilien condescend à tolérer ces consuls sous le nom d'agents commerciaux, les États-Unis en seront satisfaits ; et, quant à moi, je ne manquerai pas de faire valoir auprès de M. Seward cette concession qui, à l'occasion, devrait en amener quelque autre de sa part.

Cette attitude n'avait rien de rassurant pour le nouveau gouvernement, et, surtout en présence de la résistance de Juarez, elle offrait plus d'un danger, gênante pour le moment, menaçante pour l'avenir. Elle eût sans doute produit une profonde et fâcheuse impression sur les esprits, si la fortune, soucieuse alors de se faire pardonner ses rigueurs passées et ses trahisons futures, n'avait pris soin de donner à nos armes quelques succès glorieux, qui servirent de diversion aux appréhensions, et les étouffèrent momentanément sous les bruits de victoire.

C'était, en avril, le colonel Dupin qui, à la tête de sa contre-guérilla, détruisait la bande Carbajal ; c'était le commandant de Courcy, qui battait la troupe de Sandoval ; c'était le colonel de Preuil qui mettait en déroute six cents cavaliers ennemis avec un seul escadron du 12^e chasseurs.

C'était, en mai, le colonel de Potier qui enlevait le bourg fortifié de Nechistlan aux dissidents ; c'était le colonel Aymard qui, dissimulant habilement ses forces, venait à l'improviste au secours du général Mejia, attaqué par Doblado et ses six mille hommes, et infligeait à ce dernier une telle défaite, que, s'échappant avec peine et dégoûté de la lutte, il ne songea plus qu'à réaliser son immense fortune pour se retirer aux États-Unis.

Il sembla moins grave, en présence de ces succès, que la Chambre des Représentants de ces mêmes États-Unis, qui servaient de refuge à ceux que nos armes battaient, n'eût pas craint d'affirmer unanimement son opposition à la reconnaissance de l'empire mexicain. On se flattait de l'espoir que le gouvernement de Maximilien aurait le temps de s'installer et de s'affirmer avant que son redoutable voisin n'eût recouvré sa liberté d'action à l'extérieur.

Puis, on s'était trop avancé pour reculer, et l'on allait à l'empire comme on avait été à l'intervention, comme on avait été à la guerre. Il fallait sortir d'une situation inextricable, et chacun voyait une solution au moins momentanée dans l'arrivée de l'archiduc. Les votes recueillis faisaient illusion sur le sentiment populaire, de même que l'accalmie forcée qui précède tous les changements faisait illusion sur l'état du pays.

En réalité, aucune des questions pendantes n'était réglée ; la plus grosse, la question religieuse, subsistait entière. On réservait au futur empereur le soin de résoudre ces questions insolubles.

On n'allait pas tarder à le voir à l'œuvre, car son départ d'Europe était officiellement annoncé.